



La Commune



Non à l'expulsion de Coulibaly !

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Madame Coulibaly vit à Alfortville depuis 18 ans. Elle travaillait comme employée de service sur le site de Chinagora. Comme tant d'autres, elle en a été licenciée. Séparée de son mari, elle a enchaîné les séjours dans des chambres d'hôtel misérables, pendant de longues années. On lui a même retiré plusieurs enfants, placés à la DASS au prétexte qu'elle n'a pas les conditions de logement suffisantes pour les garder ! Et maintenant, on veut l'expulser de l'appartement qu'elle occupe. Une pétition circule afin d'empêcher l'inacceptable. Qu'on en juge.

Le dernier hôtel dont elle a été locataire est tenu par un marchand de sommeil. Les pouvoirs publics et M. le Député-Maire savent que cet établissement est insalubre, dangereux.

l'OHSA héberge les marchands de sommeil ...

Précision : cet hôtel qui pratique des loyers de 600 euros pour des chambres de 11 m² a pour propriétaire des murs l'OHSA (Office de l'Habitat social d'Alfortville) ! l'OHSA, qui ne prenait pas en compte sa demande de logement dûment déposée dans ses services, malgré ses conditions de logement indignes et malgré l'ancienneté de sa demande !

N'y tenant plus, après de longues années d'attente d'un bail en bonne et due forme en HLM, Madame Coulibaly est entrée dans un appartement vide du 8, rue des Alouettes, pour mettre fin à son long et douloureux calvaire et mettre enfin à l'abri ses deux enfants Assa et Mamady.

Au lieu de comprendre que Madame Coulibaly, mère de famille monoparentale et salariée licenciée, a agi en état de nécessité, l'OHSA veut l'expulser dans les jours qui viennent comme " squatteuse " sans autre forme de procès.

Cela reviendrait à la reléguer dans ces hôtels " sociaux " tenus par des marchands de sommeil où elle a tant souffert, et à sacrifier la scolarité de ses enfants.

Voisins, amis, habitants du quartier des Alouettes-Jardins, habitants d'Alfortville, nous n'acceptons pas cette injustice. Nous affirmons notre solidarité avec Madame Coulibaly et ses enfants.

Nous demandons à M. le Préfet et à M. le Député-Maire d'empêcher cette expulsion et d'intervenir auprès de l'OHSA pour que Madame Coulibaly obtienne enfin le bail auquel elle a droit.

à cet effet, nous demandons à être reçu en délégation à la Mairie et en Préfecture au plus vite.

Modifié le mardi 13 mai 2008

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
